

PROTOCOLE NO. 1
relatif aux intérêts et avoirs danois
en Pologne.

Les représentants du Gouvernement danois et du Ministre des Finances de Pologne se sont réunis à Varsovie du 18 novembre au 16 décembre 1948 et, après avoir examiné la question en jeu, sont tombés d'accord sur ce qui suit:

Art. 1er.

Le Gouvernement polonais confirme son obligation de s'acquitter du paiement des rentes et de toutes les dettes d'avant guerre, contractées par l'Etat polonais et les entreprises d'Etat envers les personnes physiques ou morales danoises ainsi que d'indemniser, conformément à la législation polonaise, les intéressés danois dont les intérêts dans les limites actuelles de la Pologne ont été touchés par la loi du 3 janvier 1946 sur les nationalisations. Le Gouvernement polonais confirme de même toutes les garanties en vigueur données par l'Etat polonais pour les communautés publiques polonaises.

Art. 2.

Aux personnes physiques et morales danoises, propriétaires d'entreprises nationalisés en vertu de l'art. 3 de la loi du 3 janvier 1946 ou participant dans de telles entreprises, sera accordée une indemnité conformément aux principes de l'art. 7 de ladite loi.

Les mêmes principes d'indemnisation seront appliqués aux participations danoises à des entreprises nationalisées en vertu de l'art. 2 de la loi du 3 janvier 1946, à condition que les sièges légaux ou la presque totalité des actifs de ces entreprises se trouvent en Pologne ou que 90% de leur capital appartiennent à des ressortissants des nations unies.

Toutefois, une indemnité ne sera pas accordée pour les entreprises nationalisées en vertu de l'article 2 de la susdite loi du 3 janvier 1946 dont l'activité principale après le 30 janvier 1933 consistait en production d'armes, de munition ou de matériel de guerre, à moins que l'affectation d'une entreprise pour la production en question n'ait été le résultat d'une action unilatérale des autorités allemandes.

Art. 3.

Les créances des personnes physiques et morales danoises envers les entreprises nationalisées en vertu de l'art. 3 de la loi du 3 janvier 1946, profiteront de la priorité de règlement sur l'indemnité payée aux propriétaires des dites entreprises qu'ils possèdent en conformité avec leurs droits contractuels en vertu de la législation polonaise.

Au cas où les créances des intéressés danois mentionnés ci-dessus existent envers les entreprises nationalisées en vertu de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1946, l'indemnité sera accordée à condition que les sièges légaux ou la presque totalité des actifs de ces entreprises se trouvent en Pologne ou que 90% de leur capital appartiennent à des ressortissants des nations unies, et lesdites créances soient assurées par des obligations émises dans ce but, par des inscriptions hypothécaires ou qui avaient le droit d'exécution directement sur les biens situés en Pologne.

L'indemnisation des créances mentionnées dans l'alinéa précédent ne pourra pas dépasser la somme qui leur sera payée au cas où l'indemnité pour l'entreprise nationalisée aurait été payée au propriétaire de cette entreprise. Cette indemnité sera payée directement aux intéressés danois.

Art. 4.

Si les personnes physiques ou morales danoises ne sont devenues propriétaires, participants ou créanciers des entreprises nationalisées qu'après le 1er septembre 1939, l'indemnité ci-dessus mentionnée leur sera accordée à condition que les personnes qui après cette date avaient été propriétaires, participants ou créanciers jusqu'à la date de l'acquisition de l'entreprise auraient eu droit à une indemnité.

Art. 5.

Il est entendu que la nationalisation porte exclusivement sur les biens et n'affecte en rien l'existence des personnes morales auxquelles ces biens appartiennent, conformément à la loi du 3 janvier 1946.

- Toutefois le Gouvernement polonais sera prêt à entamer avec les intéressés danois, touchés par la loi du 3 janvier 1946, des discussions concernant le règlement direct de l'indemnisation.

Art. 6.

Lors de l'application des prescriptions de la loi sur les nationalisations aux droits de la propriété industrielle, tels que brevets, licences, raisons sociales, marques de fabrique et dessins, le Gouvernement polonais observera les dispositions des conventions internationales en vigueur dans ce domaine et dont la Pologne est signataire.

Art. 7.

Pour faciliter aux intéressés danois l'accomplissement de toutes les démarches nécessaires relatives à la garantie de leurs droits et intérêts à l'égard des entreprises nationalisées, le Gouvernement polonais s'engage à accorder à ces intéressés ce qui suit:

a/ La déclaration des droits et intérêts envers les entreprises nationalisées pourra être faite dans le protocole de remise et de reprise directement par les intéressés ou par l'intermédiaire de la Légation de Danemark à Varsovie.

b/ Au cas où les intéressés danois n'auraient pas connaissance du lieu et de la date où le protocole de remise et de reprise serait dressé, ils pourront déclarer leurs droits et intérêts directement ou par l'intermédiaire de la Légation de Danemark à Varsovie, à la Section Etrangère du Bureau de la Commission de Nationalisation à Varsovie. Cette dernière fera tout le nécessaire pour que les déclarations susmentionnées soient incluses dans les protocoles de remise et de reprise.

Toutefois, les déclarations des droits et intérêts doivent être accompagnées de documents constatant le montant, la date de constitution et la manière d'acquisition des droits et intérêts mentionnés ci-dessus.

Art. 8.

Les biens immeubles ou meubles qui se trouvent sous l'administration des autorités polonaises en vertu du décret du 8 mars 1946 et ne tombent pas sous le coup des dispositions polonaises visées à l'art. 1er, seront sur demande restitués sans délais aux propriétaires danois.

Au cas où les intéressés danois ont seulement une participation dans des biens considérés d'ailleurs comme allemands, la restitution de cette participation aura également lieu.

Afin de faciliter la procédure de la reprivatisation des dits biens le Gouvernement polonais consent à ce que le propriétaire ou participant danois puisse directement ou par l'entremise de la Légation de Danemark à Varsovie, demander au comité de liquidation compétent la reprivatisation conformément à la procédure prévue par le chapitre III du décret du 8 mars 1946 sur les biens abandonnés et ex-allemands.

Au cas de la nécessité de justifier le droit aux biens mentionnés ci-dessus, les intéressés danois doivent s'adresser au tribunal conformément aux prescriptions de la législation polonaise, en personne ou par un représentant muni de pleins pouvoirs.

Le règlement des créances hypothécaires existant sur les immeubles ex-allemands, situés dans les limites actuelles de Pologne, autres que les immeubles des entreprises nationalisées, fera l'objet des négociations entre les deux gouvernements conformément aux principes qui seront fixés par le traité de paix avec l'Allemagne.

Art 9.

Les personnes physiques ou morales danoises bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne leurs intérêts et avoirs visés dans le présent protocole.

Art 10.

Une Commission mixte dano-polonaise sera instituée, composée d'un représentant de chacun des gouvernements des deux pays.

Elle aura pour mission en vue d'aboutir à une solution dans chaque cas particulier, de discuter les questions soulevées touchant la fixation des indemnités dues aux intéressés danois ainsi que les questions se rapportant par ailleurs aux intérêts et avoirs danois en Pologne, y compris la qualification des intéressés danois éventuellement comme nécessiteux.

Art 11.

Les dédommagements des propriétaires et participants danois suivant l'art. 7 de la loi du 3 janvier 1946 seront fixés de façon à être adéquats et seront payés effectivement.

Les dédommagements aux autres intéressés danois touchés par la loi du 3 janvier 1946 doivent être fixés et payés conformément aux mêmes principes.

Si le Gouvernement danois ne trouve pas adéquate une indemnisation fixée par les autorités polonaises, l'affaire fera l'objet de négociations entre les Gouvernements des deux pays qui chercheront à s'entendre sur un règlement satisfaisant pour les deux Parties.

Si les Gouvernements ne peuvent pas se mettre d'accord, la question sera, sur la demande d'un des Gouvernements, soumise à une Commission qui se composera d'un délégué pour chacun des deux Gouvernements et d'un troisième membre choisi par ceux-ci et qui ne pourra être ressortissant d'aucun des deux Etats.

Art. 12.

Les négociations entre le Gouvernement danois et le Ministre des Finances de Pologne au sujet des paiements et transferts des dettes visées dans le présent protocole et des indemnités fixées en vertu du même protocole doivent commencer vers la moitié de l'année 1950, à moins que les dits paiements et transferts ne se fassent, dans des cas particuliers, dans le cadre des accords spéciaux entre les intéressés danois et les autorités polonaises.

Simultanément avec les dites négociations sera entamée la discussion des transferts des avoirs danois nés avant le 1er septembre 1939 qui ne sont pas inclus dans les dispositions qui précèdent.

Le Gouvernement polonais déclare que le cas des dettes et indemnités dues aux particuliers nécessiteux danois seront toutefois traités avec une bienveillance toute spéciale, quant aux possibilités de transfert.

Art. 13.

En considération du caractère de la dette de relief, qui était constituée après la guerre mondiale et avait comme but l'aide aux Etats nouveau-formés et ruinés par la guerre, en considération de la nouvelle dévastation de la Pologne par la dernière guerre mondiale, et en considération enfin de la totalité de relations économiques entre les deux Pays, le Gouvernement danois est d'accord avec la proposition du Gouvernement polonais pour annuler le reste de la dite dette nonpayée par la Partie polonaise qui s'élève à 110.725 /cent dix mille sept cent vingt cinq/ couronnes danoises.

Art. 14.

Le présent protocole entrera en vigueur au moment de la signature.

Signé en deux exemplaires à Varsovie le 12 mai 1949.

Pour le
Gouvernement danois
le Ministre de Danemark
à Varsovie
/signé/ Wilhelm Eickhoff.

Pour le
Ministre des Finances
de Pologne
Sous-Secrétaire d'Etat
/signé/ Dr. L. Kurowski

~~Opis z podpisu~~

PROTOKÓŁ Nr 1

w sprawie interesów i mienia duńskiego w Polsce

Przedstawiciele Rządu Duńskiego i polskiego Ministerstwa Skarbu zebrali się w Warszawie dnia 15 grudnia 1943 r. i po zbadaniu sprawy, uzgodnili co następuje :

Art. 1

Rząd Polski potwierdza swoje zobowiązanie dokonania spłaty rent i wszelkich długów przedwojennych, zaciągniętych przez Państwo Polskie i przedsiębiorstwa państwowe wobec osób fizycznych i prawnych duńskich, jak również odszkodowania zgodnie z ustawodawstwem polskim zainteresowanych obywateli duńskich, których interesy, w obecnych granicach Polski, zostały dotknięte ustawą o nacjonalizacji z 3 stycznia 1946 r. Rząd Polski potwierdza także wszelkie obowiązujące gwarancje dane przez Państwo Polskie za polskie gminy publiczne.

Art. 2

Osobom fizycznym i prawnym duńskim, będącym właścicielami przedsiębiorstw znacjonalizowanych na mocy art. 3 ustawy z 3 stycznia 1946 r. lub mających udziały w tych przedsiębiorstwach, zostanie przyznane odszkodowanie zgodnie z zasadami wyrażonymi w art. 7 powyższej ustawy.

Te same zasady odszkodowania będą stosowane wobec udziałów duńskich w przedsiębiorstwach znacjonalizowanych na mocy art. 2 ustawy z dnia 3 stycznia 1946 r., pod warunkiem, że siedziby prawne lub prawie wszystkie aktywa tych przedsiębiorstw znajdują się w Polsce, lub też 90% ich kapitału należy do obywateli narodów zjednoczonych.

Odszkodowanie to nie zostanie jednak przyznane za przedsiębiorstwa znacjonalizowane na mocy art. 2 powyższej ustawy z 3 stycznia 1946 r., których główną działalność po dniu 30 stycznia 1933 r. stanowiła produkcja broni, amunicji lub materiału wojennego chyba że przeznaczenie przedsiębiorstwa do powyższej produkcji było wynikiem jednostronnej akcji władz niemieckich.

Art. 3

Wierzytelności osób fizycznych i prawnych duńskich wobec przedsiębiorstw znacjonalizowanych na mocy art. 3 ustawy z 3 stycznia 1946 r. będą korzystały z pierwszeństwa w uregulowaniu z odszkodowania wypłaconego właścicielom powyższych przedsiębiorstw, które posiadają zgodnie z ich prawami umownymi na mocy ustawodawstwa polskiego.

W wypadku wierzytelności zainteresowanych obywateli duńskich wymienionych powyżej wobec przedsiębiorstw znacjonalizowanych na mocy art. 2 ustawy z 3 stycznia 1946 r., odszkodowanie będzie przyznane pod warunkiem, że siedziby prawne lub prawie wszystkie aktywa tych przedsiębiorstw znajdują się w Polsce, albo też 90% ich kapitału należy do obywateli narodów zjednoczonych i powyższe wierzytelności są zabezpieczone przez obligacje emitowane w tym celu, przez

zapisy hipoteczne lub przez posiadanie prawa egzekucji bezpośrednio na mieniu znajdującym się w Polsce.

Odszkodowanie za wierzytelności wymienione w ustępie poprzednim nie będzie mogło przekraczać kwoty, która byłaby za nie zapłacona w razie, gdy właściciel przedsiębiorstwa znacjonalizowanego otrzymał odszkodowanie za to przedsiębiorstwo.

Art. 4

Jeśli duńskie osoby fizyczne i prawne stały się właścicielami, udziałowcami lub wierzycielami przedsiębiorstw znacjonalizowanych dopiero po 1 września 1939 r. odszkodowanie o którym mowa wyżej będzie im przyznane pod warunkiem, że osoby które po tej dacie były właścicielami, udziałowcami lub wierzycielami aż do dnia nabycia przedsiębiorstwa, miałyby prawo do odszkodowania.

Art. 5

Rozumie się, że nacjonalizacja odnosi się wyłącznie do mienia i nie ma żadnego wpływu na istnienie osób prawnych, do których to mienie należy, zgodnie z ustawą z 3 stycznia 1946r.

Rząd Polski będzie jednak gotów do nawiązania z zainteresowanymi obywatelami duńskimi, dotkniętymi ustawą z 3 stycznia 1945 r. rozmów w sprawie bezpośredniego uregulowania odszkodowania.

Art. 6

W chwili stosowania postanowień ustawy o nacjonalizacji do praw własności przemysłowej, jak patenty licencje, firmy, znaki i marki fabryczne, Rząd Polski dostosuje się do postanowień umów międzynarodowych obowiązujących w tej dziedzinie, a podpisanych przez Polskę.

Art. 7

Dla ułatwienia zainteresowanym obywatelom duńskim wykonania wszelkich potrzebnych czynności, związanych z gwarancją ich praw i interesów w stosunku do przedsiębiorstw znacjonalizowanych, Rząd Polski zobowiązuje się przyznać tym obywatelom co następuje :

- a/ zgłoszenie praw i interesów w stosunku do przedsiębiorstw znacjonalizowanych będzie mogła być dokonana w protokóle zdawczo-odbiorczym bezpośrednio przez osoby zainteresowane lub za pośrednictwem Poselstwa Duńskiego w Warszawie.
- b/ W razie gdyby zainteresowani obywatele duńscy nie znali miejsca i daty spisania protokółu zdawczo-odbiorczego, będą oni mogli zgłosić swe prawa i interesy bezpośrednio lub za pośrednictwem Poselstwa Duńskiego w Warszawie do Wydziału Zagranicznego biura Komisji dla Spraw Upaństwowienia Przedsiębiorstw w Warszawie. Komisja dokona wszelkich czynności potrzebnych dla włączenia powyższych zgłoszeń do protokółu zdawczo-odbiorczego.

Do zgłoszeń praw i interesów winny jednak być załączone dokumenty stwier-

dzające kwotę, datę powstania i sposób nabycia wymienionych powyżej praw i interesów.

Art. 8.

Mienie nieruchome lub ruchome znajdujące się pod zarządem władz polskich na mocy dekretu z 3 marca 1946 r. a niepodlegające zarządzeniom polskim o których jest mowa w art. 1, będzie na żądanie bezzwłocznie przywrócone właścicielom duńskim.

W wypadku, gdy zainteresowani obywatele duńscy posiadają tylko jeden udział w mieniu uważamy skąd inąd za niemieckie, zwrot tego udziału będzie także dokonany.

Dla ułatwienia procedury reprivatyzacji powyższego mienia, Rząd Polski zgadza się, aby właściciele lub udziałowcy duńscy mogli bezpośrednio lub za pośrednictwem Poselstwa Duńskiego w Warszawie, zażądać reprivatyzacji od kompetentnego komitetu likwidacyjnego, zgodnie z procedurą przewidzianą w rozdziale III dekretu z dnia 8 marca 1946 r. o mieniu ponemieckim i opuszczonym.

W razie potrzeby udowodnienia praw do wyżej wymienionego mienia, zainteresowani obywatele duńscy winni zwrócić się do sądu zgodnie z postanowieniami ustawodawstwa polskiego, osobiście lub przez przedstawiciela zaopatrzonego w pełnomocnictwo.

Uregulowanie wierzytelności hipotecznych obciążających nieruchomości niemieckie położone w obecnych granicach Polski, poza nieruchomościami przedsiębiorstw znacjonalizowanych, będą przedmiotem rozmów pomiędzy Rządami, zgodnie z zasadami, które zostaną ustalone w traktacie pokojowym z Niemcami.

Art. 9

Duńskie osoby fizyczne lub prawne, w sprawach ich mienia i interesów, do których odnosi się niniejszy Protokół, będą korzystały z traktowania na zasadzie największego uprzywilejowania.

Art. 10

Będzie stworzona polsko-duńska Komisja Mieszana, złożona z jednego przedstawiciela każdego z Rządów obu krajów.

Będzie ona miała za zadanie, w celu dojścia do rozwiązania każdego z poszczególnych wypadków, przedyskutować podnoszone kwestie, odnoszące się do ustalania odszkodowań należnych zainteresowanym obywatelom duńskim, jak również kwestie dotyczące w inny sposób interesów i mienia duńskiego w Polsce, łącznie z kwalifikowaniem zainteresowanych obywateli duńskich ewentualnie jako znajdujących się w potrzebie.

Art. 11

Odszkodowania dla właścicieli i udziałowców duńskich, według art. 7 ustawy

z 3 stycznia 1946r. , będą ustalone tak, aby były one odpowiednie i będą wypłacone realnie.

Odszkodowania dla innych zainteresowanych obywateli duńskich dotkniętych ustawą z 3 stycznia 1945 r. winny być ustalone i wypłacone zgodnie z tymi zasadami.

Jeżeli Rząd Duński będzie uważał jakieś odszkodowanie ustalone przez władze polskie za nieodpowiednie, sprawa będzie przedmiotem rozmów pomiędzy Rządami obu krajów, które będą usiłowały dojść do porozumienia w sprawie uregulowania zadawalającego dla obu stron.

Jeśli Rządy nie będą mogły osiągnąć porozumienia, sprawa na żądanie jednego z Rządów, zostanie przedłożona komisji złożonej z jednego przedstawiciela każdego z Rządów i z trzeciego członka, wybranego przez te Rządy, ale który nie będzie mógł być obywatelem żadnego z obu Państw.

Art.12

Rozmowy pomiędzy Rządem Duńskim a polskim Ministerstwem Skarbu w sprawie spłaty i przekazu długów, o których jest mowa w niniejszym Protokóle, oraz odszkodowań ustalonych na mocy tegoż Protokólu, winny rozpocząć się w połowie r. 1950, chyba żeby powyższe spłaty i przekazy, w poszczególnych wypadkach, były dokonywane w ramach specjalnych porozumień między zainteresowanymi obywatelami duńskimi a władzami polskimi.

Równocześnie z powyższymi rozmowami rozpocznie się dyskusję nad przekazaniem mienia duńskiego, powstałego przed 1 września 1939 r., i które nie jest włączone do poprzedzających postanowień.

Rząd Polski oświadcza, że wypadki zobowiązań i odszkodowań należnych obywatelom duńskim znajdującym się w potrzebie, będą traktowane, jeśli chodzi o możliwość ich przekazania, ze specjalną przychylnością.

Art.13

Mając na uwadze charakter długu reliefowego który powstał po wojnie światowej i miał na celu pomoc państwom nowo-utworzonym i zniszczonym przez wojnę, mając na uwadze ponowne zniszczenie Polski, przez ostatnią wojnę oświatową i wreszcie mając na uwadze całokształt stosunków gospodarczych pomiędzy oboma krajami, Rząd Duński zgadza się na propozycję Rządu Polskiego, aby unieważnić resztę powyższego długu, niespłaconą przez Stronę Polską, a która wynosi 110 .725 /sto dziesięć tysięcy siedemset dwadzieścia pięć/ koron duńskich.

Art.14

Niniejszy Protokół wejdzie w życie z chwilą podpisania. Podpisano w Łodzi w Warszawie, dnia 12 maja 1949r.

Przewodniczący	Za Ministra Skarbu Polski
Delegacji Duńskiej	Ryszard Łazarski
Witold Czichaj	Wład. Kuzniecki

Uwaga: Protokół będzie podpisany po zatwierdzeniu przez oba Rządy.

Podpisany 12.5.1949

P r o t o c o l e N o 2

relatif aux intérêts et avoirs danois en Pologne

Le Gouvernement polonais et le Gouvernement danois, désireux de régler définitivement les prétentions danoises consécutives aux effets des actes législatifs ou de toute autre mesure de l'Etat polonais, sur les biens, droits et intérêts danois,

sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

Le Gouvernement polonais versera au Gouvernement danois:

- A. la somme de 3.430.000 /trois millions quatre cent trente mille/ couronnes danoises à titre d'indemnité globale et forfaitaire pour:
1. tous les biens, droits et intérêts danois touchés, soit par la législation polonaise et par les mesures qui en découlent soit par toute autre mesure prise par l'Etat polonais ou par ses organes;
 2. les créances danoises contre l'Etat polonais, à l'exception de celles incorporées dans des titres d'emprunts publics;
 3. les créances danoises, y compris celles qui sont incorporées dans des titres, contre des débiteurs en Pologne dont les biens ont été touchés par la législation polonaise ou par les mesures qui en découlent .

- B. la somme de 1.050.000 /un million cinquante mille/ couronnes danoises à titre d'indemnité globale et forfaitaire, fixée conformément au point 5/ de la lettre du Président de la Délégation polonaise du 12 mai 1949, pour les prétentions de la firme Højgaard et Schultz, Copenhague.
- C. la somme de 1.220.000 /un million deux cent vingt mille/ couronnes danoises à titre d'indemnité globale et forfaitaire, fixée conformément à l'article 5 du Protocole No 1 du 12 mai 1949, pour les prétentions de la firme Det Østssiatiske Kompagni, Copenhague.

La somme totale alors à verser par le Gouvernement polonais au Gouvernement danois /A + B + C/ s'élève à 5.700.000 /cinq millions sept cent mille/ couronnes danoises.

Article II.

Après paiement intégral de la somme de 5.700.000 /cinq millions sept cent mille/ couronnes danoises, le Gouvernement danois considérera comme définitivement réglées toutes les prétentions danoises énumérées à l'article I. Ce règlement aura effet libératoire pour le Gouvernement polonais à l'égard des intéressés danois et leurs ayants-droit.

Le Gouvernement danois remettra, dans un délai de cinq mois de l'entrée en vigueur du présent accord, au Gouvernement polonais tous les titres et papiers-valeur relatifs aux intérêts danois indemnisés aux termes de l'article I.

De son côté, après paiement intégral de l'indemnité globale, le Gouvernement polonais considérera comme définitivement réglées toutes les prétentions de l'Etat polonais, ayant pris naissance avant la signature du présent accord, envers les intéressés danois indemnisés aux termes de l'article I.

Dès l'entrée en vigueur du présent protocole, les intéressés danois de même que le Gouvernement polonais ne pourront plus faire valoir leurs prétentions respectives par quel moyen que ce soit.

Article III.

La somme globale fixée à l'article I sera payée en Danemark dans un délai de quinze ans, conformément aux modalités convenues entre les deux Gouvernements. Ce délai commence cinq mois après le jour de l'entrée en vigueur du présent protocole.

Article IV.

La somme globale fixée à l'article I sera distribuée conformément au mode de répartition adopté par le Gouvernement danois.

Article V.

Sont considérés comme danois les biens, droits et intérêts, appartenant directement ou indirectement à des personnes physiques de nationalité danoise, à des personnes morales ou à des sociétés commerciales ayant leur siège social en Danemark.

La nationalité danoise de personnes physiques ou le caractère danois de personnes morales et de sociétés commerciales doit avoir existé tant au moment de la mesure polonaise qui a touché leurs droits et intérêts qu'à la date de l'entrée en vigueur du présent protocole.

Article VI.

La gestion des biens restant en possession des propriétaires danois qui n'habitent pas en Pologne pourra être confiée par eux à un mandataire en Pologne.

Article VII.

Les sommes provenant du louage ou fermage, de la vente, de la liquidation ou d'une indemnité d'expropriation d'un bien n'étant pas indemnisé par la somme globale fixée à l'article I pourront être transférées en Danemark conformément aux dispositions réglant le trafic de paiements entre les deux pays en vigueur au moment du transfert.

Article VIII.

Les prescriptions du Protocole No 1 relatif aux intérêts et avoirs danois en Pologne du 12 mai 1949 contraires à celles du dit Protocole ne sont plus valables.

Article IX.

Le présent protocole entrera en vigueur aussitôt que les deux Gouvernements l'auront accepté.

Signé à Varsovie, en deux exemplaires, le 26.II.1953 r.

Président
de la Délégation polonaise

1-1 St. Sembrat

Président
de la Délégation danoise

1-1 E. Bleckingsberg

Summuarium

PROTOKOŁ Nr 2

w sprawie interesów i mienia duńskiego w Polsce

uregulować

Rząd polski i Rząd duński pragnąc/roszczenia duńskie wynikające ze skutków ustawodawstwa Państwa Polskiego lub innych kroków przez nie przedsięwziętych w odniesieniu do mienia, praw i interesów duńskich, ustaliły co następuje :

Artykuł I.

Rząd Polski wypłaci Rządowi Duńskiemu :

A. sumę 3.430.000,- /trzy miliony czterysta trzydzieści tysięcy/ koron duńskich tytułem odszkodowania globalnego i ryczałtowego za :

- 1/ wszelkie mienie, prawa i interesy duńskie dotknięte bądź ustawodawstwem polskim i postępowaniem z niego wynikającym, bądź wszelkimi innymi krokami przedsięwziętymi przez Państwo Polskie lub jego organy ;
- 2/ wierzytelności duńskie w stosunku do Państwa Polskiego, za wyjątkiem wierzytelności w postaci tytułów pożyczek publicznych ;
- 3/ wierzytelności duńskie, łącznie z emitowanymi w obligacjach, do dłużników w Polsce, których mienie zostało dotknięte ustawodawstwem polskim lub postępowaniem z tegoż wynikającym ;

B. sumę 1.050.000 /milion pięćdziesiąt tysięcy/ koron duńskich tytułem odszkodowania globalnego i ryczałtowego, ustaloną zgodnie z punktem 5/ pisma Przewodniczącego Delegacji Polskiej z 12 maja 1949r., za roszczenia firmy Hejgaard et Schultz, Kopenhaga ;

C. sumę 1.220.000 /milion dwieście dwadzieścia tysięcy/ koron duńskich tytułem odszkodowania globalnego i ryczałtowego, ustaloną zgodnie z artykułem 3 Protokołu Nr 1 z 12 maja 1949r., za roszczenia firmy Det Østasiatiske Kompagni, Kopenhaga.

Ogólna więc suma do wpłacenia przez Rząd Polski Rządowi duńskiemu /A+B+C/ wynosi 5.700.000 /pięć milionów siedemset tysięcy/ koron duńskich.

Artykuł II.

Po całkowitym zapłaceniu sumy 5.700.000 /pięć milionów siedemset tysięcy/ koron duńskich Rząd duński uważać będzie za ostatecznie uregulowane wszystkie roszczenia duńskie, wyszczególnione w artykule I. Wynikiem tej regulacji będzie zwolnienie Rządu polskiego w stosunku do zainteresowanych duńskich i ich następców prawnych.

W terminie pięciomiesięcznym od wejścia w życie niniejszego Układu Rząd duński przekaże Rządowi polskiemu wszystkie tytuły i papiery wartościowe odnoszące się do interesów duńskich odszkodowanych w myśl artykułu I.

Ze swej strony, po całkowitym spłaceniu globalnego odszkodowania, Rząd polski uważać będzie za ostatecznie załatwione wszelkie roszczenia Państwa Polskiego, które powstały przed podpisaniem niniejszego Układu, do zainteresowanych duńskich, odszkodowanych w myśl artykułu I.

Z chwilą wejścia w życie niniejszego Protokołu tak zainteresowani duńscy jak i Rząd polski nie będą mogli więcej w żaden sposób dochodzić odnośnych swoich roszczeń w jakimkolwiek trybie.

Artykuł III.

Suma globalna ustalona w artykule I będzie zapłacona w Danii w terminie 15-letnim, zgodnie z warunkami ustalonymi przez oba Rządy. Termin ten zaczyna się w pięć miesięcy od dnia wejścia w życie niniejszego Protokołu.

Artykuł IV.

Suma globalna ustalona w artykule I rozdzielona będzie zgodnie ze sposobem podziału przyjętym przez Rząd duński.

Artykuł V.

Uważane są za duńskie mienie, prawa i interesy, należące bezpośrednio lub pośrednio do osób fizycznych narodowości duńskiej, do osób prawnych lub do spółek handlowych, mających swą siedzibę w Danii.

Narodowość duńska osób fizycznych lub charakter duński osób prawnych i spółek handlowych winny były istnieć tak w momencie wprowadzenia zarządzeń polskich, które dotknęły ich praw i interesów, jak i w chwili wejścia w życie niniejszego Protokołu.

Artykuł VI.

Zarząd mienia pozostającego w posiadaniu właścicieli duńskich, nie mieszkających w Polsce, będzie mógł być powierzony przez nich mandatariuszowi w Polsce.

Artykuł VII.

Sumy pochodzące z najmu lub dzierżawy, ze sprzedaży, z likwidacji lub z odszkodowania za wywłaszczone mienie, nie objęte odszkodowaniem^{em} w sumie globalnej, ustalonej w artykule I, będą mogły być przekazywane do Danii zgodnie z

przepisami regulującymi obrót techniczny pomiędzy obu krajami, obowiązującymi w chwili przekazu.

Artykuł VIII.

Postanowienia Protokołu Nr 1 w sprawie interesów i mienia duńskiego w Polsce z 12 maja 1949, sprzeczne z postanowieniami niniejszego Protokołu nie są więcej ważne.

Artykuł IX.

Protokół niniejszy wejdzie w życie natychmiast po zatwierdzeniu go przez oba Rządy.

Podpisano w Warszawie, w dwóch egzemplarzach 26 lutego 1953r.

Przewodniczący
delegacji polskiej

/s/ St. Sembrat

Przewodniczący
delegacji polskiej duńskiej

/s/ E. Blechninger